



BIBLIOTHEQUE DE  
DOCUMENTATION  
INTERNATIONALE  
CONTEMPORAINE  
■  
MUSEE D'HISTOIRE  
CONTEMPORAINE

# JOURNAL & DE LA BDIC

LA BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE & SES LECTEURS ► N° 18 - SEPTEMBRE 2007

## D'un siècle à l'autre, **La BDIC a 90 ans** une institution au service de l'histoire contemporaine

### Sommaire

1. Éditorial
2. Le mois du film documentaire 2007
3. Films des *années 68* et 1968 en films
4. Ouverture des archives et écriture de l'histoire dans les sociétés post-communistes
6. Des mères contre le pouvoir militaire
10. L'atelier « Archives audiovisuelles »  
Écritures du passé
11. La sexualité en temps de guerre
12. Exposition *Amours, guerres et sexualité, 1914-1945*

Le 4 août 1917, Louise et Henri Leblanc faisaient donation à l'État des collections qu'ils avaient entrepris de rassembler depuis les débuts de ce qui allait être la Première Guerre mondiale : livres, périodiques et archives en de nombreuses langues sur les événements en cours, mais aussi tableaux, gravures, dessins, affiches, photographies, médailles, céramiques ou jouets. La nouvelle institution ainsi créée devait avoir « le double caractère d'être à la fois un *établissement scientifique* et une *œuvre d'éducation populaire* ».

Cette initiative privée rejoignait le vœu unanime des parlementaires qui, le 23 juillet 1917, demandaient qu'une « bibliothèque spéciale » rassemblât tous les documents relatifs à la guerre en cours. Ils voulaient aussi qu'elle fût un « établissement de caractère scientifique », un « laboratoire d'histoire », relevant de la direction de l'Enseignement supérieur.

Au travers des évolutions qu'elle a connues au long de ces décennies d'existence, particulièrement marquées par les guerres mondiales – au point de voir détruites une partie des collections initiales en 1944 –, la BDIC s'est efforcée de concilier ses deux missions fondamentales : offrir aux chercheurs les matériaux nécessaires pour écrire l'histoire de notre temps et contribuer à la diffusion des savoirs auprès de publics plus larges que celui des seuls spécialistes.

Mais, depuis plus de 60 ans, une clause fondamentale de l'acte de donation des collections Leblanc à l'État n'est pas respectée : celle de devoir placer « les documents et les objets dans un même immeuble, de manière à former un ensemble complet ». Ayant connu diverses localisations depuis l'abandon obligé du château de Vincennes après l'incendie de 1944, la BDIC est scindée sur deux sites, dans des locaux saturés, l'obligeant à de nombreuses manifestations hors les murs sans pouvoir toujours répondre de façon satisfaisante aux besoins de publics variés.

Heureusement, l'inscription d'une dotation pour la BDIC dans le cadre du Contrat de projets État-Région 2007-2013 est de nature à laisser augurer d'un futur plus conforme au respect des missions confiées et, surtout, aux besoins d'une société en recherche de connaissances et de repères. La construction d'une première étape de bâtiment, destinée à rassembler le musée

et la bibliothèque, permettra à la BDIC de mieux répondre aux défis du présent : asseoir la diffusion des connaissances au plus grand nombre sur la recherche la plus rigoureuse.

Pour célébrer cet anniversaire, la BDIC continue ses diverses activités – bibliothéconomiques, muséales, de recherche et de formation – et organise plusieurs manifestations, présentées dans ce *Journal*. **Une journée « Portes ouvertes » est prévue le mardi 27 novembre** afin de présenter les collections, les activités et les publications de la BDIC. Nous vous y attendons nombreux afin de recueillir aussi vos avis et suggestions.

*La Maison  
close d'Épernay,*  
C.-A. Picart  
Le Doux  
(1881-1959),  
collection  
BDIC-MHC/  
ADAGP 2007.

**Geneviève Dreyfus-Armand**



# Les années 68 ailleurs

Avec le Mois du film documentaire 2007, la BDIC inaugure dès cette année, en novembre, une série de manifestations qui se poursuivront tout au long de l'année 2008 sur le thème « Années 68 » (voir page suivante). C'est pour nous l'occasion d'établir des liens avec des associations et des institutions scientifiques et audiovisuelles consacrées à la promotion du documentaire.

En collaboration avec des historiens et des cinéastes, tous amoureux du documentaire, nous avons programmé pour ce rendez-vous de novembre trois films qui seront projetés « hors les murs ». Notre regard se porte vers l'extérieur : les années 68 ailleurs, mais aussi sur les événements de mai-juin 1968 en France vus de l'étranger.

## ► La BDIC et le Cinéma du réel

En partenariat avec le Centre Pompidou, la Bibliothèque publique d'information et le festival international de films documentaires *Cinéma du réel*, la BDIC organise la projection du film :

### **Ni olvido, ni perdón**

**Richard Dindo**

Suisse, 2003, 85 mn

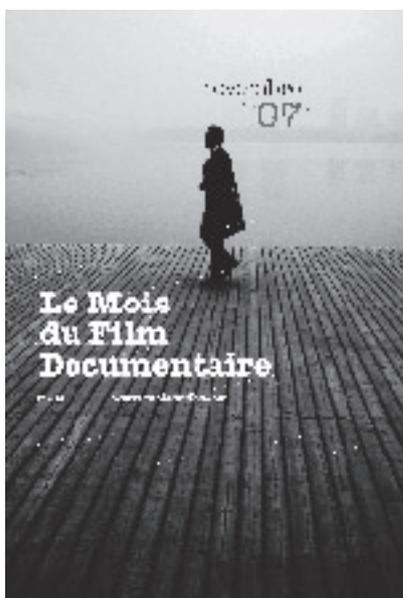
VO en espagnol sous-titrée français

**Lundi 5 novembre à 20 h**

**Centre Georges Pompidou, Cinéma 1**  
(réservation obligatoire)

Pendant l'été 1968, année des Jeux olympiques au Mexique, les étudiants venant de tout le pays ont manifesté dans la capitale pour exiger la démocratie. Le gouvernement riposte avec violence et provoque une nouvelle manifestation de protestation, le 2 octobre, qui aura des conséquences tragiques, avec la mort de trois cents manifestants tués par l'armée mexicaine. Des archives et témoignages retracent ce triste événement que le peuple mexicain ne peut ni oublier ni pardonner.

Présentation par **Cécile Tardy** (BDIC).



## ► La BDIC et la Mission cinéma de l'Hôtel de Ville de Paris

Comme l'an dernier, nous organisons pour l'année 2007 deux projections et une journée d'études avec le soutien de la Ville de Paris.

### **Loin du Vietnam**

Film collectif, France, 1967, 115 mn

**Mardi 13 novembre à 19 h**

**Auditorium de la Ville de Paris,**  
**5 rue Lobau, 75004 Paris**

En 1967, un groupe de cinéastes décidait d'affirmer son soutien au peuple vietnamien en lutte contre les USA, le but n'étant pas de réaliser un documentaire sur le Vietnam mais d'ouvrir une réflexion sur cette guerre impérialiste. Alain Resnais, William Klein, Claude Lelouch, Joris Ivens, Agnès Varda, Jean-Luc Godard, chacun a réalisé individuellement une partie. Autant de points de vue qui ont été rassemblés et montés par Chris Marker pour un exposé collectif sur ce conflit.

Participation de **Laurent Véray**, historien du cinéma à l'Université de Paris-X Nanterre.

### **Mai 68**

**Gudie Lawaetz**

France, 1977, 3 h 10 mn

**Jeudi 15 novembre à 19 h**

**Auditorium de la Ville de Paris,**  
**5 rue Lobau, 75004 Paris**

« *La France s'ennuie* », avait déclaré l'éditorialiste du *Monde* Pierre Vianson-Ponté le 15 mars 1968. Quelques semaines plus tard, un formidable mouvement devait entraîner le pays dans un processus de rénovation sans précédent. Les mentalités et les comportements de la France toute entière allaient s'en trouver changés. Les images de Mai-68 célèbres ou moins connues appartiennent désormais à notre mémoire collective. Pleines de bruits et de fureur, mais aussi de joie et d'amour, elles sont réunies dans ce documentaire magnifique, véritable album-souvenir d'un mois qui vit la France retrouver une nouvelle jeunesse.

Participation de **Sébastien Layerle**, historien du cinéma, et de la réalisatrice **Gudie Lawaetz** (sous réserve).

Contact : [audiovisuel@bdic.fr](mailto:audiovisuel@bdic.fr)

**01 40 97 79 63 / 01 40 97 79 19**

Directrice de la publication :  
**Geneviève Dreyfus-Armand**

Rédactrice en chef : **Anne-Marie Pavillard**

Ont collaboré à ce numéro :  
**Carole Ajam, Sonia Combe, Nicolas Hatzfeld, Odette Martinez, Jean-Claude Mouton, Rosa Olmos, Cécile Tardy**

Conception graphique : **L design**  
Impression : **Imprimerie V. Suin**

ISSN 1295-9154

BIBLIOTHEQUE DE DOCUMENTATION  
INTERNATIONALE CONTEMPORAINE  
6, allée de l'Université  
92001 Nanterre Cedex  
(la BDIC est sur le campus de l'Université  
de Paris-X Nanterre)

MUSÉE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE - BDIC  
Hôtel national des Invalides  
129 rue de Grenelle  
75007 Paris

Internet : <http://www.bdic.fr>  
Email : [courrier@bdic.fr](mailto:courrier@bdic.fr)

# Films des années 68 et 1968 en films

Cette journée d'études est organisée en liaison avec le programme du *Mois du film documentaire* de la BDIC et en collaboration avec le Laboratoire d'histoire économique, sociale et des techniques (LHEST) de l'Université d'Evry.

La contestation politique, sociale et culturelle dont les semaines de mai-juin 1968 furent le paroxysme, n'est pas seulement un enjeu mémoriel. Objet d'histoire, elle mobilise les chercheurs qui, depuis une vingtaine d'années, ont analysé l'événement, sa chronologie, sa diffusion sociale et géographique, tant nationale qu'internationale. La recherche continue, confrontant les différentes facettes du mouvement de mai-juin, et examinant leurs combinaisons successives dans des chronologies que peuvent nourrir les différentes échelles d'analyse.

Pour favoriser les travaux et les débats, une série de journées d'études est organisée sous le titre « Mai-juin dans les années 68 », dont cette journée est la première. Les suivantes porteront sur : *Les mouvements étudiants* (Reims), *68 et l'international* (BDIC Nanterre), *La conflictualité sociale et politique* (Dijon), *Hommes et femmes : la construction du genre dans les années 68* (Lyon), *1968, libération et libéralisation* (Saint-Denis) et *Les sciences sociales et 1968* (Dijon).

## L'événement et le film, une relation à plans multiples

À l'instar d'autres modes d'expression, le film s'inscrit dans l'intense mouvement de remise en cause qui affecte le monde des représentations dans les années 68. Irruption d'images télévisées de l'immédiat et grève à l'ORTE, crise du cinéma en place et de ses institutions, usage de films dans le cours des mouvements et diffusion de thèmes « soixante-huitards » dans le cinéma documentaire et de fiction, etc.

Les renouvellements se manifestent de différentes manières. Le sens des images filmiques, les modalités de leur production et leur rôle dans le jeu social et politique donnent lieu à des contestations, à des projets alternatifs, à des pratiques oscillant entre traditions déroutées et dynamiques de l'engagement. Les réemplois ultérieurs de ces images, lors de revisites de 68, sont également riches de signification et expriment les avatars de la mémoire des événements.

La journée proposée entend contribuer à l'étude des références, des pratiques, des acteurs et des institutions impliqués dans ces recompositions.

## Trois axes de réflexion

- Le premier axe de cette journée consistera à étudier des séquences ou des films produits dans le cours des événements, pour la télévision ou le cinéma. La comparaison de deux instantanés cinématographiques aidera à voir le déplacement des cadres d'interprétation du mouvement étudiant (*Sonia Bruneau*). On examinera comment, dans le cadre du projet collectif des États généraux du cinéma, des cinéastes ont le souci d'aller filmer « le camp d'en face » (*Sébastien Layerle*). L'analyse des productions de la télévision permettra de déconstruire des a priori sur le rôle de la télévision en mai-juin (*Marie-Françoise Lévy* et *Michelle Zancarini-Fournel*).

Ouvriers et cadres de l'usine Renault à l'arrivée de la marche des étudiants, 16 mai 1968.



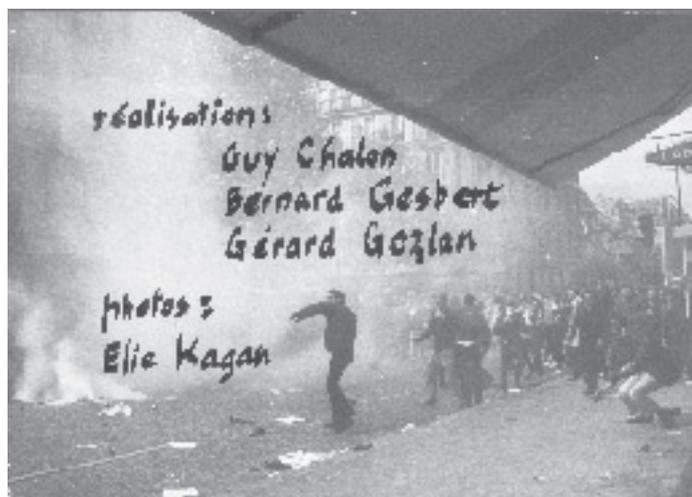
- Second axe : la représentation ultérieure des travailleurs et de leurs luttes dans l'après-68. Un même objet, le travail à la chaîne, permet de comparer trois options cinématographiques critiques ou contestataires (*Nicolas Hatzfeld*, *Gwenaële Rot* et *Alain Michel*). L'engagement de cinéastes aux côtés des ouvriers de Pennaroya à Lyon fait ressortir une forme de cinéma militant inséré dans une action politique (*Laure Pitti*). À partir d'un film réalisé au cours d'une lutte ouvrière à forte implication syndicale, la réflexion se portera sur la relation entre la mémoire de la lutte parmi ses acteurs et l'histoire du film réalisé alors (*Tanguy Perron*).

**Journée d'études**  
Vendredi 16 novembre 2007  
9 h – 17 h

**Auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris**  
5 rue Lobau  
75004 Paris

- Le troisième axe consiste en une comparaison franco-italienne des représentations de 1968 et des années qui suivent dans le cinéma de fiction. Simple environnement pour des trames romanesques ou nœud narratif, le traitement des événements de 1968 fait ressortir diverses circulations de la mémoire dans les deux pays (*Sébastien Le Pajolec*, *Nathalie Nezick*, *Dora d'Errico*, *Marie Fabre*).

*La société est une fleur carnivore*, Collectif  
Guy Chalon, Bernard Gesbert et Gérard Gozlan, 1968, 26 mn, noir et blanc.



**Nicolas Hatzfeld**  
Photos Elie Kagan (Collection BDIC)

4 et 5 octobre 2007

# Ouverture des archives et écriture de l'histoire dans les sociétés post-communistes

## Colloque

organisé par la **Structure fédérative de recherche de la BDIC** et

**Sonia Combe** (Département Archives et Recherche/BDIC)

**Paul Gradwohl** (Université de Nancy)

**Charles Kecskeméti** (ancien secrétaire général du Conseil international des archives)

**Antoine Marès** (Université de Paris-I)

**Jean-Charles Szurek** (CNRS-Université de Paris-X)

Fondée à la veille de la Première Guerre mondiale et de la révolution d'Octobre avec pour vocation la collecte des sources en histoire internationale contemporaine, la BDIC a dès ses origines accordé une attention particulière à l'Europe centrale et orientale, URSS comprise. L'ampleur et la nature de ses collections, composées pour une large part de la production historiographique en toutes langues sur cette aire géopolitique, mais aussi d'archives (notamment de l'émigration politique), ont fait de la BDIC l'un des lieux où s'est élaborée pendant près de quatre-vingt ans la soviétologie. Cette « discipline » à mi-chemin entre l'histoire immédiate et la science politique était privée de l'outil traditionnel de l'historien que constituent les archives. Leur ouverture après la chute du Mur de Berlin, quoique progressive et à des degrés divers selon les pays, a permis des avancées notables dans l'histoire des sociétés sous le communisme et contribué à l'intelligibilité de l'expérience soviétique. Traduisant le rapport qu'entretiennent aujourd'hui les sociétés post-communistes avec leur passé, l'usage public des archives a encouragé le questionnement sur la centralité accordée aux dossiers des polices politiques.

D'autres champs de recherche ont été explorés, qu'il s'agisse des relations entre les partis communistes nationaux, des rapports de domination, des formes de sociabilité développées au sein de chacune des sociétés,

de la participation au mode de pouvoir et des terrains de consensus ou, à l'inverse, des espaces de confrontation moins visibles que la dissidence affichée, mais aussi réels.

Réunissant des archivistes et des chercheurs de la plupart des pays ex-communistes et un certain nombre de leurs collègues « occidentaux » dont les travaux convergent, ce colloque a un double objectif :

- informer sur le degré d'ouverture des archives de la période communiste et les différences d'accès dans chacun des pays suivants : Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Russie, ex-RDA, République tchèque et Slovaquie, Slovénie ;
- présenter des apports historiographiques majeurs dus à l'ouverture des archives.

## Colloque

4 et 5 octobre 2007

Université de Paris-X Nanterre

Salle des conférences,  
bâtiment B

**Jeudi 4 octobre 2007 matin**

► **9 h 30**

Ouverture

► **10 h – 13 h**

**L'accès aux archives**

Présentation et modération :

**Charles Kecskeméti**

(Conseil international des archives)

Rappel de la situation avant 1989 et tour d'horizon sur la politique de communication des archives suivie dans chaque pays depuis le tournant de 1989, en posant notamment la question de l'application des recommandations du Conseil de l'Europe<sup>1</sup>.

Table ronde avec **Orgest Azizaj** (doctorant, Albanie), **Ioan Dragan** (Archives nationales de Roumanie), **Geoffroy Géraud** (doctorant, Slovénie), **Lajos Körmeny** (Archives nationales de Hongrie), **Sergueï Krasilnikov** (Académie des sciences de Sibérie), **Thomas Lindenberger** (Zentrum für Zeithistorische Forschung, Potsdam), **Tchavdar Marinov** (Université de Sofia), **Krzysztof Persak** (Institut de la mémoire nationale, IPN, Varsovie), **Viktoria Prozorova** (doctorante en archivistique, France-Russie), **Pavol Salamon** (Archives de Tchécoslovaquie et de Slovaquie) et **Bernhard Bayerlein** pour les archives du Komintern.

Discutants : **Michel Melot** (conservateur général des bibliothèques), **François Bocholier** (ENS) et **Etienne Boisserie** (INALCO).

1. Une note synthétique sur la situation dans chaque pays ainsi que les recommandations du Conseil de l'Europe seront distribuées en début de séance.

**Jeudi 4 octobre 2007 après-midi**

**► 14 h 30 – 16 h**  
**Le Komintern à travers les correspondances et les journaux de Gyorgi Dimitrov, secrétaire général du Komintern (1934-1943) et de Ivan Maisky, ambassadeur de l'Union soviétique à Londres (1933-1939)**

Rapporteur : **Bernhard Bayerlein** (éditeur de *International newsletter of communist studies*)

Couvrant la même période, ces journaux de travail où leurs auteurs notaient les discussions et les consignes qu'ils recevaient informent autant sur les rapports au sein du Komintern (et les relations « informelles » des dirigeants du Komintern avec les ambassadeurs soviétiques) que sur la pratique du journal de travail.

Discutants : **Jean-François Fayet** (Université de Genève) et **Bruno Groppo** (CNRS).

**► 16 h 30 – 18 h**  
**Le fonctionnement international des démocraties populaires**

Rapporteur : **Antoine Marès** (Université de Paris-I)

Les archives concernant la politique étrangère des démocraties populaires permettent désormais d'ouvrir un chantier sur les mécanismes de la politique extérieure de ces états (processus de décisions, contraintes, autonomie éventuelle, distribution des tâches), mais aussi d'analyser les évolutions idéologiques et le fonctionnement d'une partie des élites (recrutement, épuration, surveillance).

Discutants : **Irina Gridan** (doctorante, Université de Paris-I), **Pierre Jardin** (CNRS) et **Maria Pasztor** (Université de Lodz).

**Vendredi 5 octobre 2007 matin**

**► 10 h – 13 h**  
**État-parti et société : nouvelles lectures**

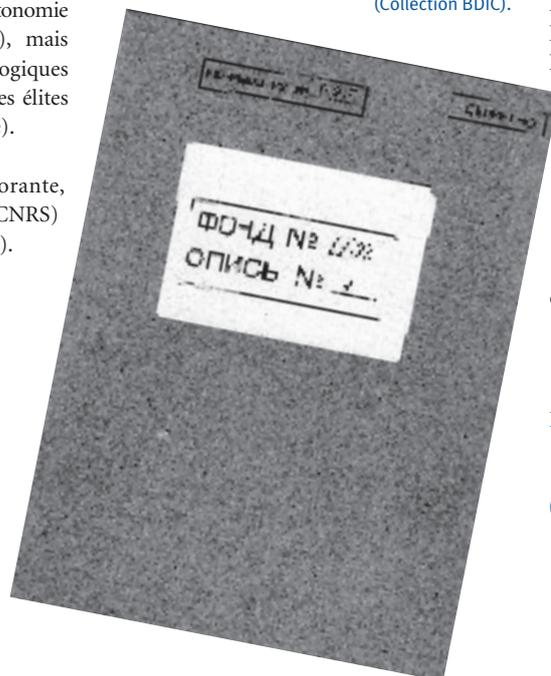
Présentation et modération : **Paul Gradwohl** (Université de Nancy)

L'ouverture des archives a permis un renouveau de l'appréciation portée sur les politiques de contrôle de la société et les comportements visant à déjouer ce contrôle ou à s'opposer plus frontalement. Le dévoilement de la répression semble aisé mais inégalement abouti. La prise en compte de l'ensemble répression-réponses à la répression entraîne des analyses plus complexes qui renvoient à la permanence du rapport à l'autorité.

Rapporteurs : **Sergueï Krasilnikov** (Académie des sciences de Sibérie) : *Les archives des déportations de populations sous Staline*, et **Dariusz Jarosz** (Université de Varsovie) : *Le contexte socio-politique de la consommation de viande en Pologne communiste*.

Discutants : **Andrea Pető** (Central European University, Budapest), **Muriel Blaive** (Ludwig Boltzman Institut, Vienne) et **Duane Huguenin** (doctorant, Université de Paris-I).

Couverture d'un dossier des Archives spéciales de Moscou, « Fonds n° 1732, dossier n° 1, Secret » (Collection BDIC).



**Vendredi 5 octobre 2007 après-midi**

**► 14 h 30 – 16 h**  
**La Shoah à l'Est**

Présentation et modération : **Jean-Charles Szurek** (CNRS)

Dans cette session seront abordées et comparées les avancées historiographiques relatives à la connaissance de l'extermination des Juifs depuis 1989 et les regards rétrospectifs portés dans les sociétés d'Europe centrale et orientale sur cet événement largement occulté durant la période communiste. Seront aussi abordés les débats publics qui en ont résulté, notamment en Pologne et en Roumanie.

Rapporteurs : **Antonella Salomoni** (Université de Calabre) : *La résistance juive en URSS pendant la Seconde Guerre mondiale*, et **Krzysztof Persak** (IPN, Varsovie) : *La nouvelle historiographie polonaise sur Jedwabno*.

Discutantes : **Diane Afoumado** (Mémorial de la Shoah-CDJC) et **Alexandra Laignel-Lavastine** (ISP, Université de Paris-X).

**► 16 h 30 – 18 h**  
**L'enjeu politique des archives**

Présentation et modération : **Sonia Combe** (BDIC)

Produit d'une négociation entre l'État et les citoyens et souvent source de tensions, l'ouverture des archives de la période contemporaine met en relief des enjeux politiques et mémoriels qui ne sont pas propres aux seuls pays post-communistes. Les débats suscités ont permis le renouvellement de la réflexion sur la particularité de l'archive comme matériau empirique dans l'écriture de l'histoire.

Table ronde : **Dariusz Jarosz** (Université de Varsovie), **Lajos Körmeny** (Archives nationales de Hongrie), **Thomas Lindenberger** (Zentrum für Zeithistorische Forschung, Postdam), **Françoise Mayer** (Université de Montpellier) et **Guillaume Mouralis** (IHTP).

**► Séance de clôture**

**Krzysztof Pomian**, historien

**Cocktail**

# Des mères contre le pouvoir militaire

Dans le cadre des *Lundis de la BDIC*, une table ronde a réuni, le 14 mai 2007, deux représentantes de mouvements qui agissent dans des contextes politiques très différents mais partagent les mêmes objectifs : Laura Conte, de l'association des Mères de la place de Mai en Argentine, et Valentina Melnikova, du Comité des mères de soldats en Russie.

Nous reproduisons ici de larges extraits de leurs interventions<sup>1</sup>.

## Laura Conte

Laura Conte est membre de l'association des Mères de la place de Mai - ligne fondatrice, et vice-présidente du Centre d'études légales et sociales (CELS), organisation créée sous la dictature par des parents de disparus pour mener une action d'ordre juridique au service des familles de disparus. Elle a été membre de l'équipe technique des Grands-Mères de la place de Mai, organisation fondée en 1977 pour retrouver les jeunes enfants enlevés avec leurs parents ou nés en détention puis adoptés par des familles proches du pouvoir, afin de leur rendre leur identité et leur famille. Laura Conte est aussi vice-présidente de la Commission provinciale pour la Mémoire de La Plata.

## Mots choisis

Le terrorisme d'État est l'ennemi numéro un de l'humanité. Pour l'avoir subi, je peux vous dire que c'est une dévastation totale. C'est la pire des guerres. La cruauté humaine dans tous les moyens mis en œuvre pour l'imposer. Et ses conséquences persistent au-delà de la génération qui le subit. C'est une catastrophe sociale.

C'est merveilleux de voir que l'actuel président assume, en tant que chef d'un État de droit, ce qu'a fait l'État terroriste, et qu'il demande pardon et affirme que l'État de droit est le principal garant du respect des droits de l'homme en Argentine. C'est une promesse qui doit se remplir de contenu. Et l'un des aspects en est le changement des forces armées. Celles-ci ne peuvent compter dans leurs rangs des responsables de la répression encore en activité ou retraités mais conservant leur grade.

Nous les mères nous savons qu'il y a un *avant* et un *après* la disparition d'un enfant. Et c'est cet *avant* et cet *après* qui nous ont obligées à sortir, immédiatement, et qui nous ont jetées à leur recherche dès le premier jour. Et c'est ce manque énorme, ce vide, qui nous a remplies de la force de chercher. C'est comme ça que dans la rue, dans les ministères, dans les prisons, dans les casernes, nous nous sommes rencontrées entre mères dès le premier instant.

Azucena [Villaflor, une des toutes premières mères] a été enlevée en décembre 1977. Elle savait que cela allait lui arriver. Mais, dès le lendemain, des centaines de mères ont commencé à aller sur la place. 300 mères, à l'époque la plus dure de la dictature ! Elle nous a enseigné cela : ne pas reculer. C'est une des choses qui nous ont le plus poussées en avant : on peut demander plus, on doit demander plus.

Les mères n'ont pas d'esprit de vengeance. Nous n'avons jamais rien fait qui s'apparente à de la vengeance. Nous sommes convaincues que l'instrument est autre. C'est la culture, la pensée, la bibliothèque, l'enseignement, la paix. C'est cela que voulaient nos enfants. C'était une utopie. Ce sont les valeurs de cette génération. Et l'incroyable, c'est qu'en Argentine aujourd'hui on légitime ce mouvement.

« Apparition en vie », qui continue d'être notre revendication, est de toute façon symbolique. Et c'est un symbole très fort. Comme tout le langage des mères. Nous avons appris à utiliser un langage totalement symbolique. Le foulard est un symbole, celui du linge. Lors d'une des premières marches, pour nous reconnaître et manifester sur une place très importante



Laura Conte

de Luján, nous nous sommes mis un linge sur la tête. La place est un autre symbole, nous l'avons choisie parce que, en Argentine, c'est un forum. Et nous avons fait la ronde, que nous n'avons pas non plus inventée : à cause de l'état de siège, ils nous empêchaient de rester sur place, ils nous faisaient circuler, ils nous ont poussées à marcher en ronde. Nous avons parcouru la place selon des milliers de trajectoires, pour ne pas rester au centre. Ça a aussi été une décision qui avait à voir avec le fait de traverser, traverser la situation. Nous avons toujours parlé par symboles. Les silhouettes aussi étaient des symboles : c'étaient les contours des disparus. Nous en avons rempli la place, les avenues ; la cathédrale était pleine de ces silhouettes. Et cela a eu beaucoup d'impact. Les artistes l'ont repris, les cinéastes l'ont repris. La culture s'est mise de notre côté et nous a ouvert le monde. Et maintenant le monde regarde s'il y a ou non des jugements en Argentine. Et c'est très important qu'il regarde. C'est pour cela qu'il est très important que je sois ici.

J'ai travaillé avec les grands-mères de la place de Mai jusqu'en 1989-90, et ce depuis l'époque de la pleine dictature. J'étais experte

1. Cette conférence a été entièrement filmée, le film est consultable au service audiovisuel de la BDIC et sera bientôt en ligne sur le site de la BDIC.

[en qualité de psychologue et membre du CELS] au côté des grands-mères et des familles des enfants que d'autres s'étaient appropriés. Je devais justifier devant les tribunaux pourquoi il fallait les rendre à leurs familles, à leurs origines et à leur identité. Il y a eu de nombreux procès, mais tous pour des enfants âgés de 5, 6, 7 ans. Le plus grand avait 9 ans. Après, les juges n'ont pas voulu poursuivre : il s'agissait d'enfants plus âgés et ils ont pensé que ces enfants allaient grandir et être en mesure de résoudre la question de leur propre initiative, que dans tous les cas on

**« Nous avons l'engagement de garder vivantes les utopies de nos enfants »**

leur demanderait leur avis. Nous, nous avons pensé que c'était une erreur. Il nous a semblé que ces enfants n'étaient pas en mesure de choisir. Ils ont vécu un traumatisme, une douleur si profonde, un coup tellement fort porté à leur subjectivité à un moment où la personne n'est pour ainsi dire pas complète, que les dégâts sont bien plus grands. C'est un coup monstrueux. Et cela les a à coup sûr marqués, même sans qu'ils le sachent. Nous, nous pensions qu'on ne peut pas vivre une vie de mensonge. On ne peut pas apprendre à quelqu'un à être une personne saine si, depuis toujours, on lui ment sur sa propre identité.

La lutte existentielle des Mères pour la mémoire, la vérité et la justice grandit, reste debout. Elle demeure et conserve le sens des idéaux que nos enfants ont vécus et pour lesquels ils ont donné leur vie. Nos filles et nos fils nous interrogent, nous questionnent, nous interpellent. Et nous avons appris à interpeller la société avec le regard critique et vecteur de transformations de cette génération. Pour eux et pour nous nous avons l'engagement et l'espérance de garder vivantes leurs utopies

et de résister à l'oubli. Les marches sur la place de Mai et les foulards blancs sont nos symboles. Ils marquent la résistance de leurs valeurs, de leurs utopies, de leur mémoire, de leur conscience et de la validité des droits de l'homme dans le passé et surtout dans le présent.

Valentina et les mères russes nous inspirent le plus grand respect et nous nous sentons absolument sœurs et proches de ce qu'elles font. Et cela ne nous surprend pas que ce soit des mères qui soient sorties, avec le même courage qu'avaient les premières mères de la place de Mai.

**Argentine : les Mères de la place de Mai**

C'est le 30 avril 1977 que 14 femmes se retrouvent sur la place de Mai, face au Palais présidentiel, déterminées à être reçues par le général Videla, chef de la junte militaire qui s'est emparé du pouvoir par un coup d'État un an plus tôt. Toutes ont un enfant qui a disparu, et elles se sont connues au fil des démarches que chacune d'elles a entreprises dans les commissariats, prisons, ministères. Le mouvement des Mères de la place de Mai naît donc du rapprochement de démarches individuelles ; alors que le pouvoir militaire opère dans le plus grand secret, menant de façon souterraine la « guerre sale » contre toute personne « [se dressant] contre le mode de vie argentin » (selon la définition des « subversifs » donnée par Videla à un journaliste étranger) et faisant disparaître jusqu'à 30 000 personnes en 7 ans, le mouvement des Mères prend l'exact contre-pied de cette façon de procéder. Au secret des enlèvements et au silence des autorités, elles opposent des marches au grand jour au cœur de Buenos Aires, déposent des demandes d'*habeas corpus* et revendiquent le droit de chacun à être jugé conformément à la loi. Elles enquêtent et rassemblent des informations, elles imposent leurs revendications et leur foulard blanc dans une société argentine où partis, syndicats et associations ont été laminés, puis, leur mouvement grandissant en nombre, en visibilité et en assurance, elles nouent des contacts à l'étranger et font connaître la situation réelle au-delà des frontières, en profitant notamment de ce que la coupe du monde de football de 1978 attire les regards du monde entier vers l'Argentine.

Leur mouvement et leur discours se structurent : en 1979, l'association se dote de statuts qui affirment son indépendance vis-à-vis de tout parti politique et sa volonté de dénoncer les exactions du régime, ainsi que les objectifs de vérité, justice et démocratie. À partir de 1980, elles publient un bulletin qui devient un organe militant. Cette année-là, leur mouvement est pressenti pour le prix Nobel de la Paix, finalement accordé au militant argentin Adolfo Pérez Esquivel. Elles résistent aux intimidations, infiltrations et enlèvements qui les frappent, elles changent de lieu et jour de rendez-vous lorsque la place de Mai leur est interdite mais toujours reviennent et jamais ne cèdent sur leur exigence de « Apparition en vie » pour les « détenus-disparus », même lorsque la junte promulgue une loi de « présomption de décès » et d'indemnisation des familles.

Le combat des Mères ne s'achève pas avec le retour de la démocratie en Argentine fin 1983. Malgré la décision du président Alfonsín de nommer une Commission nationale sur la disparition des personnes, qui lui remet un rapport de 50000 pages de témoignages directs et de récits authentifiés établissant le mode de fonctionnement des 340 prisons clandestines, la pratique systématique de la torture, des enlèvements d'adultes et d'enfants adoptés par des proches du pouvoir ; malgré le procès des chefs de la junte, qui s'ouvre en 1985 mais condamne les militaires à des peines qui ne seront pas appliquées, l'exigence de vérité et de justice n'est pas accomplie. Les lois dites du « point final » et du « devoir d'obéissance » dans les années 1986-1987, puis les mesures de « pardon » prises par le président Menem dans les années 1990 empêchent, sous prétexte de réconciliation nationale, que la vérité soit établie et les coupables jugés. Toutefois, l'action des organismes de défense des droits de l'homme permet de faire évoluer l'Argentine vers un véritable État de droit : ces dernières années, le président Kirchner a, au nom de l'État, demandé pardon aux victimes du terrorisme perpétré au nom de l'État. Et en juin 2005 les lois d'impunité qui empêchaient l'instruction de plaintes déposées contre les membres des forces armées ont été déclarées inconstitutionnelles, rendant désormais possible l'ouverture d'un certain nombre de procès.

\* Signalons, dans les archives de la BDIC sur l'Argentine, un carton entier consacré aux « Madres de la plaza de Mayo, 1980-1998 » (Cote F delta 939).



Ce foulard a été remis à la BDIC par Laura Conte le 14 mai 2007.

## Valentina Melnikova

Décidée à ne jamais laisser ses fils servir dans l'armée soviétique, Valentina Melnikova a participé à la fondation du Comité des mères de soldats en 1989. Depuis, cette ancienne géologue se consacre entièrement à l'activité de ce comité, elle en est la porte-parole et est actuellement secrétaire exécutive de l'Union des comités des mères de soldats de Russie. Elle est également présidente du Centre de recherche sur les droits de l'homme et a reçu en 2000 le Prix des droits de l'homme décerné à Berlin par le Parti social-démocrate.

## Mots choisis

Qu'est-ce qui nous unit avec les femmes argentines ? Ce sont les États totalitaires dans lesquels nous étions obligées d'agir. Le Comité des mères de soldats s'est créé en 1989. L'Union soviétique venait juste de terminer la guerre en Afghanistan. L'URSS n'était pas un État militaire mais un État où régnaient le Parti communiste et le KGB. Pour les femmes qui créèrent ce comité, il s'agissait de défendre l'intérêt de leurs fils, étudiants, qui faisaient leur service militaire : elles exigeaient qu'ils en soient libérés plus tôt afin de reprendre leurs études. Et elles ont pu profiter de la période de *glasnost*, première période de liberté politique. Les étudiants ont été libérés. Mais, entre temps, ces femmes avaient pu se rendre compte de la situation affreuse des soldats dans l'armée soviétique, battus, affamés, ridiculisés, soumis à des corvées qui n'avaient rien à voir avec les obligations militaires. Le Comité des mères de soldats lança un appel à tous les parents qui avaient des fils en âge d'être appelés et à ceux qui avaient déjà vu ce qu'il advenait de leurs enfants.

Des comités se sont alors créés dans les Pays Baltes, en Ukraine, en Biélorussie, au Tadjikistan. Et même dans les républiques alors en guerre, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Notre première grande conférence eut lieu en septembre 1990, nous venions de remporter la victoire contre la guerre au Nagorny-Karabakh : de juin à août 1990 nous avons organisé des manifestations sur la place Rouge avec des représentants de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie pour protester contre la politique de Gorbatchev dans cette région. Nous n'avons pas permis que nos fils soldats participent à cette guerre.

Ce comité était une formation unique en son genre : nous nous étions permis d'empiéter sur le domaine totalement masculin du service militaire ! Bien sûr nos slogans antimilitaristes irritaient tout le monde. Se référer à la Déclaration universelle des droits de l'homme et vouloir changer la société sans le recours à la violence, selon le principe du Mahatma Gandhi, cela ne plaisait pas... Quand, en avril 1990, nous avons exigé des réformes militaires dans l'armée soviétique et l'abolition de la conscription, nous avons reçu de nombreuses critiques. Pour les militaires hauts gradés, notre comité travaillait avec l'impérialisme américain et les services secrets pour faire exploser la puissance militaire de l'URSS, il devait être dissout. Nous avions d'autres difficultés : personne ne nous considérait comme une organisation féminine, on nous disait que défendre les soldats c'était être militariste, et l'on nous reprochait de ne pas défendre les intérêts des femmes mais seulement ceux des jeunes hommes.

Puis le pouvoir changea. Mais on continuait à se moquer des soldats de la même façon que dans l'armée soviétique et nous étions constamment, par notre action, en opposition avec les militaires. Cependant à cette époque des partis politiques soutenaient nos propositions au Parlement. Mais en 1994, lorsque Eltsine prit la décision criminelle de commencer la guerre en Tchétchénie, la seule organisation capable de s'opposer à cette guerre fut le Comité des mères de soldats. Des milliers de familles ne savaient pas où se trouvaient leurs fils et leurs maris. Seul le comité put sauver des soldats et des officiers qui refusaient d'aller faire la guerre en Tchétchénie,

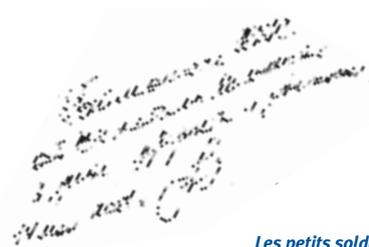
considérés comme traîtres à la patrie et menacés d'incarcération. Dans un certain sens cette guerre nous a réconciliées avec les militaires : personne ne voulait libérer les prisonniers, ni le FSB [Service fédéral de sécurité] ni leur commandement, seuls leurs parents et les représentantes des Mères ont pu aider les officiers faits prisonniers.

Et notre travail à cette époque a démontré aux organisations féminines qu'il y avait encore un droit des femmes à défendre : sauver la vie de leurs fils ; on a commencé à inviter nos représentantes à des conférences internationales de femmes et à des sessions en Russie sur des questions féminines.

Tous les jours, nous accueillons des soldats qui ont souffert ou des parents dont les fils soldats ont vécu dans l'esclavage. « Avocates », nous transmettons leurs dossiers aux juridictions militaires afin qu'une action légale et juste soit menée pour les défendre. Lors de réunions régulières nous racontons aux familles la situation dans l'armée et les aidons par des moyens légaux à éviter le service militaire pour leurs enfants s'ils le souhaitent.

En 2003 les élections à la Douma furent un « Hiroshima » politique. Le parlement a disparu en Russie, la vie politique aussi. Nous avons alors décidé de créer un parti, le Parti des mères de soldats, tout en conservant les comités. Et nous avons constaté à quel point le pouvoir avait peur de nous... La loi sur les partis politiques a été abrogée, il faut maintenant 50000 membres minimum pour constituer un parti, et fournir une tonne de papiers, déclarations, etc. Nos nationalistes crièrent que les Mères de soldats avaient créé un parti avec de l'argent

**« Nous nous étions permis d'empiéter sur le domaine masculin du service militaire »**



*Les petits soldats : le combat des mères russes,*  
par **Valentina Melnikova**  
et **Anna Lebedev**,  
Bayard Éditions, 2001  
(ouvrage dédié par ses auteures lors de la table ronde,  
Cote O rés. 743).





Valentina Melnikova

américain et que ce parti allait à nouveau ébranler la sécurité de la Russie... Nous avons eu pendant près d'un an une inspection de tout notre travail. Nous n'avons pu vaincre la bureaucratie et nous nous sommes alliées au Parti républicain de Russie. Mais la Cour suprême a liquidé ce parti, dont j'étais l'un des présidents. Nous avons déposé une plainte à la Cour européenne des

droits de l'homme, car il s'agit de la violation du droit à la liberté d'association. Mais je pense qu'il y a encore un avenir politique en Russie pour les Mères de soldats !

*Après cette intervention, Anna Colin-Lebedev, doctorante en sciences politiques (thèse en cours sur les Mères de soldats) et également militante du Comité, a apporté un regard croisé sur le sujet :*

**« Sauver les soldats qui refusaient d'aller faire la guerre en Tchétchénie »**

Il faut souligner la forte notoriété du comité et sa très grande longévité pour la Russie. Il est perçu comme une institution mais renvoie aussi à la sphère privée car aux mères. Il s'avère un recours pour les personnes qui ne peuvent régler leurs problèmes par l'argent. Les Mères de soldats mettent les mères en action pour défendre les droits de leurs enfants, elles savent utiliser la hiérarchie militaire et les médias.

**Russie : le Comité des mères de soldats**

Ce comité a été officiellement créé en mai 1989. La perestroïka de Gorbatchev est en cours, apportant une certaine liberté de pensée. Les troupes soviétiques s'apprennent à quitter l'Afghanistan. On va mettre au grand jour ce qui se passe dans les casernes, les mauvais traitements et les abus dont sont victimes les jeunes appelés soumis à « la loi des anciens ». Ces pratiques criminelles sont le plus souvent niées par l'état-major, pour qui l'armée est tout et le soldat n'est rien. Aussi la première mission du Comité sera-t-elle la défense des droits des appelés et de leurs familles : mener des enquêtes et déposer des plaintes auprès de la juridiction militaire afin d'établir la vérité sur la mort des soldats et de punir les coupables. Autre objectif des Mères de soldats : abolir le service militaire, arrêter la conscription et passer à une armée de métier.

Le Comité va vivre durant les années 1990 les conséquences des conflits armés : le Nagorny-Karabakh en 1990, en 1992 l'entrée de l'armée russe au Tadjikistan. La population, les familles des appelés ne savent quasiment rien de ces opérations. Les mères de soldats vont obtenir que le service militaire hors des frontières se fasse sur un engagement volontaire. Malheureusement les autorités militaires mentent souvent aux appelés en les envoyant en zone de conflit à leur insu. Cela se vérifiera très souvent durant le conflit tchétchène.

En 1994 commence la première guerre de Tchétchénie et les Mères de soldats se prononcent en faveur de la paix. Elles n'hésitent pas à envoyer des représentantes à la recherche des prisonniers, des morts au combat et des disparus. Elles exigent que les pertes humaines ne soient plus tenues secrètes et qu'une liste des soldats tués ou disparus soit établie, malgré la forte résistance de l'état-major. Elles commencent à établir un livre de la mémoire où figure le nom de tous les soldats tués. Aujourd'hui, si officiellement il n'y a plus de guerre en Tchétchénie, les Mères de soldats n'hésitent pas à négocier directement avec les indépendantistes tchétchènes en l'absence de dialogue politique entre les autorités russes et le gouvernement tchétchène en exil. C'est ainsi que des pourparlers ont eu lieu à Londres en février 2005 et ont abouti à un texte commun condamnant les violations des droits de l'homme et les actes terroristes.

Actuellement, on compte environ 200 sections locales sur tout le territoire de la Fédération de Russie, regroupées depuis 1998 en une Union des comités de mères de soldats, la plus grande organisation de femmes en Russie. Les mères reçoivent environ 50000 plaintes par an et s'efforcent d'y répondre dans un cadre juridique. Pour ses activités en faveur de la paix et des droits des appelés russes cette ONG a reçu des récompenses internationales, dont le prix Nobel alternatif en 1996 et le prix Friedrich Ebert en 2000 pour sa longue opposition à l'État, et a été proposée pour le prix Nobel de la Paix en 1996.

**Marguerite Rollinde**

En conclusion de cette conférence, l'historienne Marguerite Rollinde, spécialiste du Maghreb, a montré comment l'action des Mères de la place de Mai avait servi d'exemple dans d'autres pays.

C'est en 1998 à Alger que des mères se sont rassemblées sur une place et ont copié le modèle argentin, tournant en rond avec les photos des disparus. C'est ainsi qu'elles sont entrées en action. Il faut imaginer ce que cela a pu être pour ces femmes qui, jusque là, étaient toujours restées chez elles et laissaient leur mari ou leurs fils décider. C'est un véritable bouleversement dans leur vie. Elles ont commencé à prendre la parole en public. Au début elles disaient « mon fils », puis elles se sont mises à dire « nos fils », et cela devenait un combat beaucoup plus large que le combat personnel d'une mère pour son fils.

Il ne s'agit pas de mouvement féministe : il s'agit d'un mouvement de femmes dont le mot d'ordre est la libération des prisonniers, le retour des disparus. Mais en sortant dans l'espace public comme elles le font, ces femmes remettent en cause toutes les règles de leur société, elles vont casser le silence très fort dans lequel elles sont enfermées et entrer en politique. Comme dans les autres pays, elles deviennent des sujets politiques en intervenant vraiment sur la place publique.



Marguerite Rollinde

Dossier réalisé par  
**Carole Ajam** (Secteur russe)  
 et **Cécile Tardy** (Secteur ibérique  
 et latino-américain)  
 Photos Jean-Claude Mouton

# Atelier « Archives audiovisuelles »

Pour la troisième année consécutive, l'atelier « Archives audiovisuelles » a été organisé en commun par la BDIC et le département Arts du spectacle de l'Université Paris-X Nanterre. Le thème en était cette année l'immigration.

Les étudiant-e-s ont effectué un travail de recherche et d'enquête, puis ont filmé des entretiens avec des immigrants de la première ou de la deuxième génération, voire de la troisième, d'origines variées : Portugal, Maghreb, Europe de l'Est, Amérique latine, Afrique, Australie...

Certains se sont intéressés aux associations d'aide aux étrangers, depuis les cours d'alphabétisation jusqu'au soutien juridique. Ils ont interviewé des avocats spécialistes du droit des étrangers pour tenter de décortiquer les difficultés de régularisation et les recours possibles. D'autres ont pointé le côté kafkaïen de l'administration chargée de délivrer ou de refuser les autorisations de séjour, les aberrations que secrète le système. Les causes de la venue en France sont également abordées : exil politique ou économique, refuge suite à des persécutions, mais aussi études universitaires ou intérêt pour la culture

Cours  
d'alphabétisation à  
Nanterre (ZYVA).

française, ces différents facteurs pouvant d'ailleurs se mêler. L'attachement au pays d'origine, parfois la nostalgie ou le mal du pays sont évoqués dans plusieurs films, mis en balance avec l'ancrage dans le pays d'accueil (« La France c'est aussi notre pays ») ou la revendication des deux cultures pour la deuxième génération. Ces films, qui feront l'objet d'une soirée de projection au mois d'octobre, sont très variés dans leurs approches et dans leurs formes. Ils reflètent la personnalité des étudiant-e-s et illustrent de cette manière l'esprit dans lequel l'atelier vidéo est animé :



non pas encadrer ou diriger les étudiant-e-s dans leurs travaux, mais les accompagner dans la réalisation de leurs projets.

Jean-Claude Mouton

## Les films de l'atelier « Archives audiovisuelles » 2007

*Les Mots du pays*, de Sidney Goyvaertz

*Luis et Nora : mémoires d'exilés*, de Réjane Prud'homme, Irina Servillo et Gaëlle Sirota

*D'une culture à l'autre*, de Andreia Baros Pintos et Cécilia Fache

*Joliot-Curie : collège multiculturel*, de Mélissa Boucher, Mikaela Liaroutsos et Bianca Obermaier

*Le Poison d'or*, de Clarence de Magneval

*France-Pologne*, de Anne-Sophie Puget et Georgia Unrug

*Le Miroir de l'autre*, de Tomaž Burlin

*ZYVA*, de Stéphanie Bartoloméo, Aurore Jannot et Julien Miollan

*Sans titre*, de Julia Fangeaud

*Place des droits de l'homme*, de Julie Guittard

*Quand l'immigration se débat*, de Pauline Armengaud

*People Lead*, de Amélie Duvernoy

Projection : **Mercredi 10 octobre 2007 à 18 heures**

Bâtiment B, amphi 2, Université Paris-X Nanterre



Manifestation à  
Nanterre devant  
la préfecture,  
2007  
(*Le Poison d'or*).

## Écritures du passé

Le séminaire « Écritures du passé » poursuivra, en 2007-2008, la réflexion engagée ces deux dernières années sur les traces et les mises en forme de l'histoire dans le documentaire. Afin d'interroger, dans cette perspective, l'usage et l'articulation des archives iconographiques (images fixes et/ou animées) et des témoignages, des réalisateurs seront invités, une fois par mois, à venir parler de leur dispositif documentaire. Parallèlement, des spécialistes d'études cinématographiques ou des historiens proposeront des approches plus théoriques de ces questions.

Le **jeudi 6 décembre 2007**, le réalisateur Jorge Amat et l'historien Denis Peschanski viendront présenter leur film *La Traque de l'Affiche rouge*. Cette séance se propose en particulier d'interroger, dans cette œuvre, les rapports entre récit historique et récit filmique. Elle commencera à 17 h en salle de réunion (1<sup>er</sup> étage de la BDIC). Le film sera projeté au même endroit, à 16 h.

Un programme détaillé des séances suivantes sera publié dans le prochain *Journal de la BDIC*.

Odetta Martinez

# La sexualité en temps de guerre

À la croisée de l'histoire des guerres et de l'histoire du genre, l'exposition *Amours, guerres et sexualité – 1914-1945* vise à présenter un sujet nouveau : la sexualité en temps de guerre.

Les deux conflits mondiaux qui ont secoué le XX<sup>e</sup> siècle ont mobilisé les sociétés dans leur totalité. La sexualité, pulsion vitale, est en temps de guerre un moyen de survivre malgré l'horreur et d'éloigner le quotidien guerrier. Hommes et femmes, civils et militaires sont touchés au niveau le plus intime, celui des relations affectives et amoureuses ainsi que de la sexualité. Soumises à un réaménagement dû à la séparation, les pratiques sexuelles subissent les conséquences des événements militaires et peuvent avoir une dimension subversive dans la mesure où la contrainte extrême rend possible des transgressions inimaginables en temps de paix.

S'aimer, dire et faire l'amour, durant les conflits tout est bouleversé. La séparation d'abord, puis les événements militaires et leurs multiples conséquences mettent l'intimité des couples à l'épreuve et perturbent les pratiques amoureuses et sexuelles. On s'écrit, on fantasme, mais l'absence génère des situations exceptionnelles. La sexualité sous ses formes les plus diverses préoccupe les autorités qui tentent d'en contrôler les pratiques (conjugalité, adultère, homosexualité, prostitution...) ; elle devient une affaire d'État. Malgré la guerre et les difficultés, certains couples parviennent à se retrouver ; d'autres se forment au hasard des déplacements de troupes, des rencontres et des cohabitations, parfois entre nations ennemies.

Mais la sexualité sert aussi d'arme pour agresser l'ennemi, elle pénètre au cœur du conflit. Les sévices sexuels sont pratique courante sur les théâtres d'opération, atteignant physiquement et moralement les individus dans leur intimité (viols, mutilations, prostitution forcée, femmes tondues...). Et lorsque le conflit prend fin, comment l'amour et la sexualité reprennent-ils leur cours ? La guerre imprègne l'identité même des individus, la paix ne permet pas toujours un retour à l'état antérieur.

## Pratiques, imaginaires et représentations

Cette exposition a été organisée sur une idée des trois commissaires historiens et s'articule autour de plusieurs thèmes principaux : *Séparé-e-s, Une sexualité contrôlée, Faire l'amour en temps de guerre, Les violences sexuelles, La guerre et après*. Pour la réaliser, le Musée de l'Armée et le Musée d'histoire contemporaine-BDIC ont associé leurs équipes, leurs collections et leurs espaces. Plus de 480 œuvres sont réunies : objets, affiches officielles, affiches de films, cartes postales, peintures, photographies, correspondances privées, journaux intimes, archives sonores et filmiques, kiosque à musique, ... Les différents thèmes sont développés



*Quand nous entrerons  
à Constantinople,  
je veux avoir  
une pipe turque !*

France, 1915,  
Édouard Touraine (?-1916),  
assiette en faïence,  
Ø 20 cm.



à la fois sur le plan des pratiques, des imaginaires et des représentations. Les deux espaces d'exposition, le corridor de Perpignan (Musée de l'Armée) et le corridor de Valenciennes (Musée d'histoire contemporaine-BDIC), sont reliés par un parcours tout en images sous les galeries de la cour d'honneur des Invalides. L'exposition aura lieu du 22 septembre au 31 décembre 2007 (voir horaires page suivante).

**Commissaires :** François Rouquet (Université de Rennes), Fabrice Virgili (CNRS) et Danièle Voldman (CNRS).  
**Co-commissaires :** Emmanuel Ranvoisy (Musée de l'Armée) et Sonia Combe (BDIC).

**Illustrations :** Collection BDIC-MHC

## Publication

Catalogue de l'exposition  
*Amours, guerres  
et sexualité, 1914-1945*,  
Gallimard,  
septembre 2007.

À signaler également :  
Luc Capdevila, François Rouquet,  
Fabrice Virgili, Danièle Voldman,  
*Hommes et femmes  
dans la France en guerre  
(1914-1945)*, Payot, 2003.

**Matériaux  
pour l'histoire  
de notre temps,**  
revue de la BDIC  
et de l'association  
des amis de la BDIC

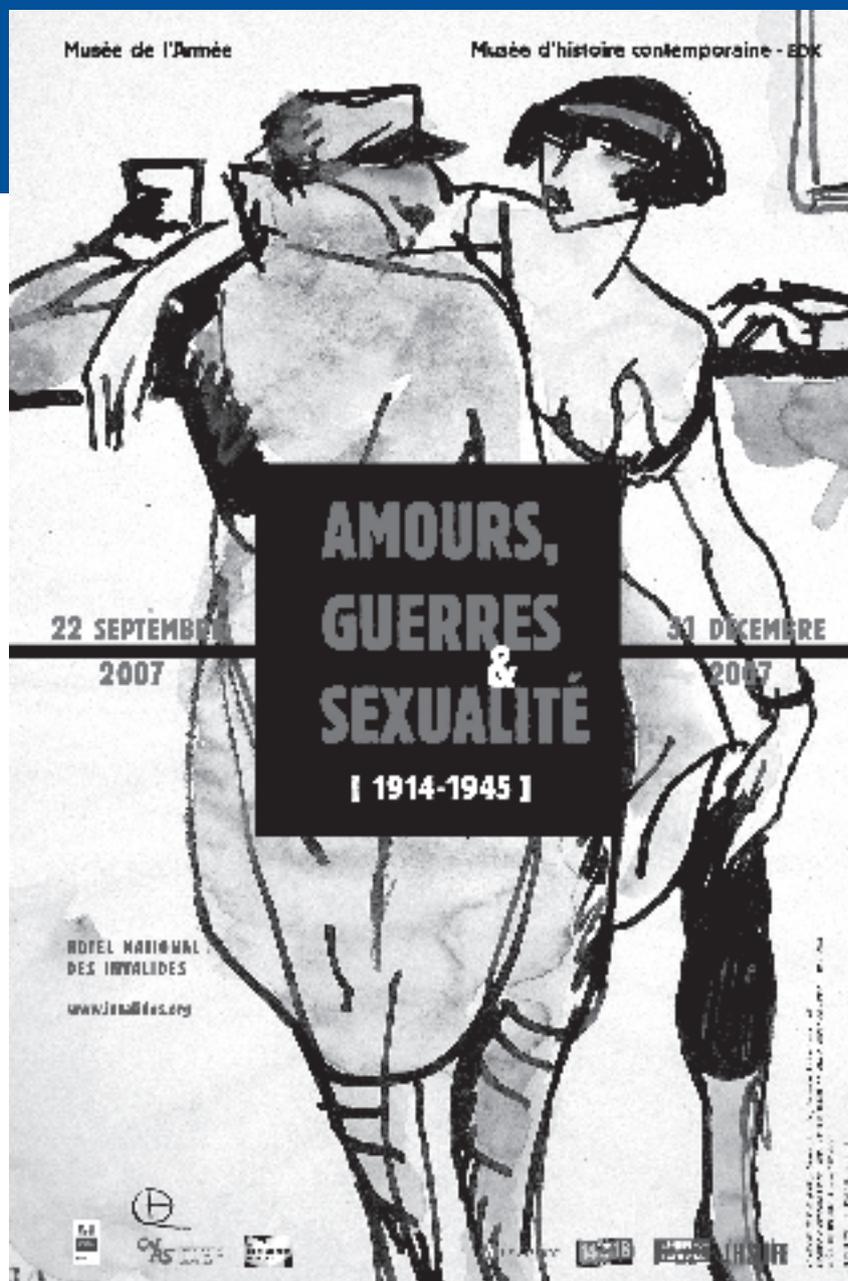


Dernier numéro :  
**Usages publics de l'Histoire en France**,  
n° 85, janvier-mars 2007.

**BDIC – Librairie**  
6, Allée de l'Université  
92001 Nanterre Cedex  
Contact : [marcelle.denhez@bdic.fr](mailto:marcelle.denhez@bdic.fr)  
Tél. : 01 40 97 79 02 - Fax : 01 47 21 40 22

*Une femme  
du pays  
embrasse  
un officier  
français,*  
Tournai (Belgique),  
9 novembre 1918,  
anonyme.

# Amours, guerres et sexualité 1914-1945



**Exposition  
du 22 septembre  
au 31 décembre  
2007**

**tous les jours de 10 h à 18 h  
jusqu'au 30 septembre,  
de 10 h à 17 h  
à partir du 1<sup>er</sup> octobre.**

Fermée les premiers lundis du mois,  
les 1<sup>er</sup> novembre et 25 décembre.

**Hôtel national des Invalides  
129 rue de Grenelle  
75007 Paris**

Métro La Tour Maubourg, Varenne,  
Invalides  
RER C Invalides

Tarifs exposition :

**6€ tarif plein,**

**4€ tarif réduit,**

**gratuit pour les moins de 18 ans**

(ce billet ne donne pas accès  
aux collections permanentes  
du musée de l'Armée).

Renseignements :

**01 44 42 38 77**

**[www.invalides.org](http://www.invalides.org)**

## Conférence *La sexualité en temps de guerre*

Lundi 15 octobre 2007 de 17 h à 20 h

Grand salon du Musée de l'Armée – Hôtel des Invalides

Dans le cadre du cycle de conférences des « Lundis de la BDIC », les commissaires de l'exposition François Rouquet, Fabrice Virgili et Danièle Voldman présenteront les différents thèmes : *Séparé-e-s, Une sexualité contrôlée, Faire l'amour en temps de guerre, Les violences sexuelles.*

Modératrice : **Wanda Romanowski**, Musée d'histoire contemporaine-BDIC.

Renseignements : **01 44 42 54 91 – [mhc@bdic.fr](mailto:mhc@bdic.fr)**